

Pourquoi nous sommes riches, et pourquoi c'est important

A la suite de ma conférence donnée en novembre dernier à Strasbourg et diffusée récemment sur le web, j'ai reçu plusieurs emails concernant une des choses que j'ai dites dans cette conférence – à savoir :

Pour qui regarde l'économie mondiale avec recul, avec le regard dépassionné et aussi objectif que possible d'un contrôleur, et qui situe les choses dans leur contexte et dans un cadre large, la première chose qui frappe, et je vais vous étonner, c'est que ça va extraordinairement bien. Nous n'en avons pas conscience, mais en fait, nous sommes incroyablement riches.

Je vais simplement vous donner un chiffre. Un des moyens de mesurer la richesse réelle des peuples, c'est de regarder combien de temps les gens doivent travailler pour se procurer des biens de base. [...] Une des unités de mesure sans doute les plus fiables, c'est : un œuf. [...] On a essayé d'estimer combien de temps il fallait à un travailleur, en moyenne, pour pouvoir s'acheter un œuf à différentes époques. [...] Au XIX^e siècle, il fallait probablement travailler 20-25 minutes pour se procurer un œuf. Et encore en 1950, si on prend le salaire moyen dans la plupart des pays développés, il fallait 10-12 minutes pour se procurer un œuf. Aujourd'hui, il faut dans les pays développés 30 secondes de travail pour se procurer un œuf.

Par rapport à cet étalon, qui n'est évidemment pas parfait mais qui situe les choses, nous sommes aujourd'hui dans nos pays développés à un niveau d'aisance qui aurait fait rêver nos arrière-grands-parents et que les arrière-grands-parents de nos arrière-grands-parents ne pouvaient même pas imaginer. C'est la première chose qu'il faut comprendre : même si nous n'en avons pas conscience, nous sommes extraordinairement riches.

Voici un exemple, tout à fait représentatif de la tonalité générale des réactions que j'ai reçues :

Pensez à ceux qui vivent avec 1 000 € par mois voire moins. J'apprécie beaucoup vos conférences en général, je n'aime pas critiquer les conférenciers, vu qu'eux ils se mettent en avant, et vu aussi le travail de préparation effectué pour celles-ci. C'était juste pour préciser que ces dernières années, je vivais avec environ 1 500 € par mois, ça allait, depuis 15 mois, je vis avec 15 € / jours (445 € / mois), j'ai l'impression que vous semblez oublier cette tranche de la population, qui est proche de la survie.

Visiblement, il y a une incompréhension. Il est nécessaire d'étayer mes propos, pour mieux me faire comprendre.

Précision liminaire

Avant tout, une précision.

Qu'il soit bien entendu que :

- non seulement je ne me désintéresse pas des gens qui vivent avec moins de 1 000 euros par mois,
- non seulement je ne nie pas qu'ils soient objectivement pauvres,
- mais en outre mon propos, à Strasbourg, était entre autres choses d'expliquer *pourquoi* ces gens sont pauvres.

Ceci étant posé, je tiens à démontrer ce que j'ai dit.

Donc, première question : *collectivement*, dans les pays développés, sommes-nous riches ou sommes-nous pauvres ?

Sommes-nous riches ?

J'ai soigneusement conservé dans ma bibliothèque un numéro du magazine L'Expansion, paru dans les années 80. Ce hors-série intitulé « Deux siècle de révolution industrielle » était en effet d'une qualité assez remarquable. A cette époque-là, la presse française était encore lisible.

Parmi d'autres tableaux, L'Expansion indiquait quelques équivalents-travail pour des biens de consommation courante :

En minutes de travail de manœuvre	1875	1925	1980
1 Kg de pain	103	45	10
1 Kg pommes de terre	17	29	7
1 Kg de jambon de Paris	1 140	824	112
1 Kg de bifteck	570	523	150
1 litre de lait	86	31	7

J'ai depuis vu d'autres tableaux établis par d'autres économistes. Ils ne contredisent en rien les éléments avancés par l'Expansion en 1980.

J'ai par exemple sous la main l'ouvrage controversé de Thilo Sarrazin, « L'Allemagne disparaît ». Je l'ai repris d'ailleurs suite à ma conférence de Strasbourg, parce qu'on m'a posé une question qui m'a amené à en parler indirectement.

Sarrazin présente lui aussi des équivalents-travail sur la longue durée. Ses conclusions recourent celles présentées par l'Expansion en 1980, et les actualise.

En minutes de salaire moyen [Allemagne]	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2008
1 Kg de viande	140	110	50	35	25	20	22
1 paire de chaussure homme	1 400	820	450	435	370	290	360
10 œufs	90	40	15	10	6	5	5
500 grammes de beurre	60	30	15	9	5	3	2
1 place de cinéma	50	30	30	25	22	20	25

Lors de ma conférence, j'ai choisi l'exemple de l'œuf, parmi d'autres que j'avais en tête, parce que c'est un des étalons les moins mauvais. Il est délicat de comparer par exemple le prix d'un costume de 1900 et celui d'un costume d'aujourd'hui, parce qu'il ne s'agit évidemment pas du même costume. On ne peut pas non plus comparer, autre exemple, le prix d'un kilomètre en train, parce que les trains ne vont plus à la même vitesse et n'offrent pas le même niveau de confort. En revanche, un œuf est un œuf. On peut discuter bien sûr du chiffre de 30 secondes de salaire par œuf, parce qu'il repose sur le salaire moyen y compris revenus différés (retraites), et non sur le salaire médian hors revenus différés. Et on peut également dissenter à perte de vue sur les qualités nutritives des œufs... Mais à tout prendre, l'œuf reste un des étalons les moins mauvais.

Quoi qu'il en soit de l'étalon-œuf, de toute façon, le faisceau d'indices fourni par les tableaux ci-dessus montre bien que la rémunération du travail de nos populations européennes est bien plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1950, et a fortiori en 1875, si on la rapporte aux biens de consommation courante.

Alors, sommes-nous pour autant plus riches ? Riches à faire rêver nos arrière-grands-parents ? Riches à un point que leurs arrière-grands-parents n'auraient pas pu imaginer ?

Ici, il faut évidemment nuancer la réponse.

D'abord, cette réponse dépendra forcément de la définition même qu'on donne de la richesse. Après tout, si on retient la définition de Thoreau, « Un homme est riche de tout ce dont il peut se passer », il existe potentiellement une corrélation *inverse* entre la valeur de l'heure travaillée et la richesse. En un certain sens, personne ne peut plus être plus riche qu'un ascète, et donc tout ce qui nous éloigne du mode de vie monastique constitue un appauvrissement.

Mais bon : écartons l'objection. La richesse de Thoreau n'est de toute façon pas celle de l'homme ordinaire. En pratique, pour 99 % de l'humanité, la richesse est systématiquement définie par la possession, et jamais ou très exceptionnellement par la non-possession.

Oui mais voilà : la possession de quoi ? C'est ici que les choses se compliquent...

D'abord, bien sûr, il s'agit de la possession de ce dont on a besoin pour couvrir ses besoins de base (se nourrir, se loger, se chauffer, se soigner). Ensuite, il y a les besoins complémentaires (s'amuser, communiquer, s'informer). Vient ensuite ce à quoi on attache une forte valeur symbolique (s'habiller de manière séduisante, mais aussi l'ensemble des biens de standing par lesquels on se rattache symboliquement à une classe supérieure). Enfin, il y a les biens de production et, clef de l'autonomie, les biens de production des biens de production.

Pour les économistes, il est assez malaisé de distinguer entre ces catégories de bien. Si on ne peut pas confondre la couverture des besoins de base et la détention des biens de production, la plupart des autres catégories connaissent des zones de recouvrement. Beaucoup de biens relèvent simultanément de plusieurs catégories. Un costume cher acheté à titre non-professionnel répond à un besoin de base (s’habiller), à un besoin complémentaire (se faire beau) et, souvent, il est aussi un bien de standing (se rattacher à la classe supérieure). Dans ces conditions, les seules distinctions opératoires pour une analyse sur la longue durée historique définissent sans doute quatre catégories : les *purs* biens de couverture des besoins de base, *tous les autres* biens d’équipement et de consommation des ménages, les biens de production et les biens de production des biens de production.

En ce qui concerne les purs biens de couverture des besoins de base, les tableaux précédents tranchent le débat : le « niveau de vie » de salariés occidentaux a *énormément* progressé par rapport aux normes des sociétés passées.

C’est une chose que nos contemporains ont souvent perdu de vue, mais c’est un fait : par le passé, les gens vivaient dans l’ensemble très chichement.

Comme les tableaux précédents font référence à la population salariée, il subsiste certes la question des populations paysannes vivant en relative autarcie. Elles étaient sans doute relativement privilégiées par rapport aux masses ouvrières urbaines.

Cela étant, on pourra ici, pour se faire une idée d’ensemble, rappeler l’estimation de l’évolution du bol alimentaire moyen des Français en calories par jour depuis deux siècles :

Calories par jour et par Français	1780	1980
Total calories	1 753	3 444
Dont produit animal	293	1 494

[Source : L’Expansion]

Le fait que nous ayons créé une société où, si certains souffrent encore d’insécurité alimentaire, plus personne ne meurt de faim, et pratiquement personne ne souffre durablement de disette, constitue en soi un succès prodigieux, qui aurait fait rêver nos ancêtres. C’est un fait.

Et puis il y a cet ensemble de biens collectifs dont nous jouissons sans toujours réaliser quel prodige ils auraient constitué pour les hommes du XIX^e siècle.

Pensons par exemple à l’accès généralisé aux soins médicaux – qui n’est pas pour rien dans l’évolution de l’espérance de vie :

Espérance de vie à la naissance en France pour les femmes¹

1740	1800	1860	1920	1981	2014
26 ans	36 ans	43 ans	56 ans	79 ans	85 ans

[Source : L’Expansion jusqu’en 1981, INED chiffre 2014]

¹ L’espérance de vie féminine est un indicateur plus fiable que l’espérance de vie masculine sur la longue durée, parce que les guerres ont surtout touché les hommes – ce qui n’a évidemment rien à voir avec la médecine.

Pratiquement, nous sommes arrivés au point où chez nous, la pauvreté absolue, celle qui met en cause la survie même du pauvre, est *rare*. Quelques individus, à la suite d'un parcours personnel atypique, peuvent temporairement y tomber. Mais c'est marginal. Pour 99 % de la population, aujourd'hui, la pauvreté absolue est un risque presque inexistant.

Cela ne veut pas dire que personne n'est pauvre. Cela veut dire en revanche que presque personne ne l'est plus *comme* on était pauvre au XIX^e siècle.

C'est en ce sens que j'ai dit, lors de ma conférence, que nos sociétés dites développées sont prodigieusement riches. En termes de couverture des besoins de base de l'être humain, c'est évident, nous vivons en ce moment l'accomplissement d'un véritable rêve fait par nos ancêtres : une société où le confort est devenu la norme, et où la survie n'est plus un défi que pour une petite minorité.

Donc, sous cet angle, nous sommes riches. Indiscutablement.

Alors pourquoi beaucoup d'entre nous se sentent-ils pauvres ? Car c'est bel et bien un sentiment répandu, bien au-delà des cas marginaux de pauvreté réelle qui subsistent dans les pays développés.

Vraiment, beaucoup de Français s'estiment *dans le besoin*. Y compris des gens qui possèdent une connexion Internet, et peuvent donc faire remarquer par email que dans nos sociétés, leur niveau de revenu fait d'eux des gens *vraiment* pauvres.

Comment est-ce possible ?

Pourquoi nous sentons-nous pauvres ?

Il y a plusieurs raisons au fait que, riches, nous nous sentions pauvres.

La première raison et non des moindres tient évidemment à l'extension progressive du domaine des biens complémentaires et de standing.

Pour un homme des sociétés traditionnelles et à l'exception d'une très étroite classe de loisirs située en haut de la structure sociale, environ 70 % de l'équivalent-budget du ménage, salaire ou travail direct non converti en salaire, était affecté à l'alimentation. Le logement, qui à l'époque n'impliquait évidemment le raccordement à aucun réseau (pas d'électricité, pas de gaz, le plus souvent pas d'eau courante) en représentait 15 % environ, avec évidemment de grandes disparités locales. L'habillement et les dépenses exceptionnelles faisaient le reste. Il n'y avait pas ou très peu de dépenses de loisir – sauf pour quelques urbains instables, qui préféraient se payer une soirée au cabaret que de manger à leur faim le reste de la semaine.

Pour un homme des sociétés traditionnelles, donc, ce dont il disposait *habituellement*, c'était presque exclusivement des biens de couverture des besoins de base. Et la pauvreté, donc, était rapportée, comme l'aisance, à cette catégorie de biens.

Pour les ménages français d'aujourd'hui, en moyenne, l'alimentation ne représente plus que 15 % du budget en termes de consommation effective², et même 10 % si on retire les sorties au restaurant et les boissons.

Le logement, y compris ameublement, raccordement, équipement et entretien, coûte lui plus cher que par le passé : environ 30 % de la consommation effective, avec évidemment des disparités très importantes selon la localisation.

Il y a là une évolution paradoxale assez complexe à analyser. La croissance du poste traduit en effet à la fois un enrichissement et un appauvrissement. Enrichissement, parce que le raccordement aux réseaux est maintenant général et l'équipement plus sophistiqué – ce qui explique une partie de la hausse du coût. Mais aussi appauvrissement, au moins en termes de revenus disponibles après dépenses contraintes, parce que la bulle immobilière explique une autre partie de la croissance des loyers et des remboursements d'emprunt.

La catégorie de l'habillement est quant à elle difficile à éclater entre besoins de base et besoins complémentaires, mais au fond peu importe : au total, elle ne pèse qu'environ 5 % des dépenses du ménage moyen français.

Par rapport au budget de nos ancêtres, trois postes ont explosé :

- le transport (10 à 15 % de la consommation effective selon les évaluations), poste qui jadis n'existait pratiquement pas, et qui se décompose entre besoins contraints (le métro du boulot) et besoins complémentaires non contraints (le voyage en avion pour les vacances),
- les loisirs (10 % environ),
- et un vaste ensemble de dépenses diverses de consommation, souvent pulsionnelle, qui finit par représenter environ 10 à 15 % du budget moyen sans qu'on puisse toujours préciser exactement à quoi il correspond (le nouveau service à thé qu'on a trouvé beau en passant devant le magasin, et qu'on ne saura pas où ranger puisqu'on en avait déjà deux).

Conclusion : en règle générale, les besoins de base n'exigent plus la totalité du budget d'un ménage, loin de là. Le reste est composé de besoins complémentaires et de standing, au sein desquels il est difficile de distinguer ce qui relève de la dépense contrainte de ce qui relève du choix de vie.

Il y a bien sûr de fortes disparités selon les strates de revenu. Les besoins de base pèsent généralement beaucoup plus que la moitié du budget d'un ménage pauvre, et parfois moins du dixième de celui d'un ménage aisé. Mais nous parlons ici de moyennes, parce qu'il s'agit de comprendre autour de quel point d'équilibre la psychologie collective converge.

Cette psychologie de l'homme contemporain veut que les besoins complémentaires et de standing, qui pèsent une part très importante de son revenu, soient très vite incorporés dans ce dont l'individu estime la détention normale – et donc la non-détention anormale.

C'est en partie lié au fait que notre société s'organise autour de normes que l'individu est bien obligé d'intégrer. Si je travaille à Paris, j'ai besoin d'avoir accès au RER, parce que je suis amené à me loger

² La consommation effective correspond à la ventilation du budget des ménages y compris transferts sociaux. C'est donc un indicateur plus exhaustif que les calculs n'incluant que les dépenses supportées directement. Les deux notions sont malheureusement souvent confondues, ce qui ne facilite pas l'évaluation des évolutions.

en banlieue. Si je travaille dans l'édition, mon employeur s'attend à ce que j'ai une connexion Internet. Si je veux pouvoir « donner mon 06 » à quelqu'un que je trouve attirant, comme cela se fait désormais, il faut bien que j'aie un téléphone portable.

Mais c'est lié aussi, en grande partie, au fait que les individus eux-mêmes intègrent des besoins additionnels à la normalité, dès lors qu'ils constatent que d'autres individus, autour d'eux, les ont couverts. Et même, et surtout, si ces individus appartiennent à une classe sociale supérieure à la leur – on pourra lire, à ce propos, le classique de Thorstein Veblen, « Théorie de la classe de loisirs ».

Voici deux bons exemples de ces mécanismes, et qui parleront sans doute à tous les lecteurs : les téléphones portables et les connexions Internet. La plupart d'entre nous sont nés et ont grandi dans un monde où ces biens de couverture des besoins complémentaires n'existaient pas ou très rarement (selon notre âge). Dès que ces biens sont apparus, ils ont créé un besoin, et ce besoin complémentaire a désormais été intégré à nos définitions de l'aisance et de la pauvreté. Un Français d'aujourd'hui qui n'a pas les moyens d'avoir un téléphone portable ou une connexion Internet s'estime pauvre. Et pourtant, il y a seulement 15 ans, sans doute ce même Français n'avait-il rien de tout cela – et il ne se sentait pas pauvre pour autant.

Nous déterrons là la racine psychosociologique de ce que les économistes appellent la « loi de Say » : l'offre crée sa demande. C'est le fondement de la théorie économique classique, et l'histoire montre qu'aussi longtemps que le système n'est pas bloqué par la concentration des richesses, c'est bien ainsi que les choses se passent.

On peut tout à fait le regretter – d'ailleurs, personnellement, je le regrette : je préférerais largement vivre dans le monde de Henry David Thoreau à devoir subir l'univers de Jean-Baptiste Say. Si ça ne tenait qu'à moi, nous nous engagerions clairement dans la voie de la décroissance soutenable. Mais bon, ça ne tient pas qu'à moi, et en attendant, les gens suivent Say, majoritairement.

C'est pourquoi il n'est pas absurde de définir la pauvreté relative en fonction du salaire médian, comme le font actuellement les économistes – bien qu'à première vue, l'application de ce genre de règle puisse donner des résultats paradoxaux.

On répute généralement que la situation de pauvreté relative commence pour un individu quand son revenu disponible est inférieur à 60 % du revenu médian. Or, lorsqu'on projette dans le temps ce seuil, comme l'a fait Thilo Sarrazin dans l'ouvrage cité plus haut, on découvre par exemple, qu'en République Fédérale, le seuil de pauvreté 1995-2005 (y compris Länder orientaux !) était supérieur au revenu médian de 1960 (Allemagne de l'Ouest uniquement !), exprimé en euros 2005. Ou, pour le dire autrement, le travailleur ouest-allemand moyen de 1960 était pauvre selon les normes de l'Allemagne réunifiée de 1995-2005.

En euros constants 2005	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005
Revenu médian	8 207	10 662	13 290	15 107	16 383	15 487	17 600	15 742	15 735	15 617
Seuil de pauvreté relative	4 924	6 397	7 974	9 064	9 830	9 292	10 560	9 445	9 441	9 370

Source : Thilo Sarrazin - Jusqu'en 1990, Ouest - Après : y/c nouveaux Länder

Seulement voilà : ce travailleur moyen de 1960 n'avait tout simplement pas les mêmes besoins qu'un Allemand de 2005. C'est pourquoi il s'estimait sinon riche, du moins dans l'ensemble plutôt satisfait

de son sort. Il vivait dans une société qui sortait à peine de la pénurie d'après-guerre, et l'Allemagne du miracle économique devait lui faire l'effet d'un pays de lait et de miel. Il n'avait pas encore intégré dans le périmètre de ses besoins complémentaires le réfrigérateur, la télévision ou la machine à laver, etc.

Tout comme, bien sûr, le Français de la même époque – comme en témoignent les taux de pénétration de quelques biens d'équipement, chez nous, depuis les années 50.

En % des ménages	1953	1960	1968	1976	1982	2007
Automobile	21	30	55	64	71	83
Réfrigérateur	7	23	68	90	96	99
Télévision	1	8	58	82	92	97
Téléphone fixe	-	8	15	34	70	87
Lave-linge	-	28	49	70	81	94
Lave-vaisselle	-	-	1	9	19	48
Congélateur	-	-	-	19	32	85
Four à micro-ondes	-	-	-	-	-	83
Micro-ordinateur	-	-	-	-	-	59
Téléphone portable	-	-	-	-	-	75
Connexion Internet	-	-	-	-	-	48

Source : L'Expansion + INSEE

Ce tableau permet à la fois de relativiser et de comprendre le souvenir ébloui que les années 60-70 ont laissé dans nos sociétés.

En 1960, avec un revenu correspondant à ce que nous appelons aujourd'hui le seuil de pauvreté relative, on vivait sa vie. On n'avait généralement pas d'automobile, pas de réfrigérateur³, pas de télévision, pas de téléphone, pas de lave-linge. On ignorait généralement jusqu'à la possibilité du lave-vaisselle, du congélateur, du four à micro-ondes, du micro-ordinateur, de la connexion Internet, du téléphone portable – et donc on n'en manquait pas. On allait au travail à bicyclette. Et on partait en vacances au Crotoy, en pension de famille ou sous la tente.

L'enfer ? Pas du tout : le Paradis !

Si vous considérez que le bien-être, c'est de quoi manger, un toit, l'électricité, un électrophone et quelques 33 tours, deux séances de cinéma par semaine – eh bien à ce compte-là, avec à peu près 10 000 euros par personne, des frais de transport plutôt faibles et un loyer de province, vous êtes heureux.

Si en plus vous vous souvenez de l'époque où vous aviez besoin des tickets de rationnement pour survivre ; si en plus vous constatez que chaque année, vos revenus augmentent un peu ; si cela vous donne l'espoir de pouvoir bientôt vous payer le réfrigérateur et même, peut-être, un jour, le graal des Français d'alors, la *bagnole* ; mais alors là, vous êtes très heureux.

³ Anecdote : ma mère m'a raconté que dans les années 50, quand un bonhomme de sa connaissance s'acheta son premier réfrigérateur, il le plaça dans son salon. C'était un signe extérieur de richesse, et les invités devaient s'incliner, tels de vieux Romains devant l'autel domestique.

C'est pourquoi, si la pauvreté absolue est une donnée objective (avoir faim, avoir froid), la pauvreté relative dépend entièrement de considérations subjectives. Et, en particulier, elle résulte beaucoup plus de l'évolution de nos revenus que de leur valeur dans l'absolu. L'enrichissement, même marginal, nous donne une sensation de richesse ; l'appauvrissement, même très relatif, suffit à nous donner une sensation de pauvreté.

C'est ainsi que nous nous trompons de bonne foi quand nous nous croyons moins riches que nos grands-parents – alors que la plupart d'entre nous seraient traumatisés s'ils devaient vivre dans les conditions de 1960.

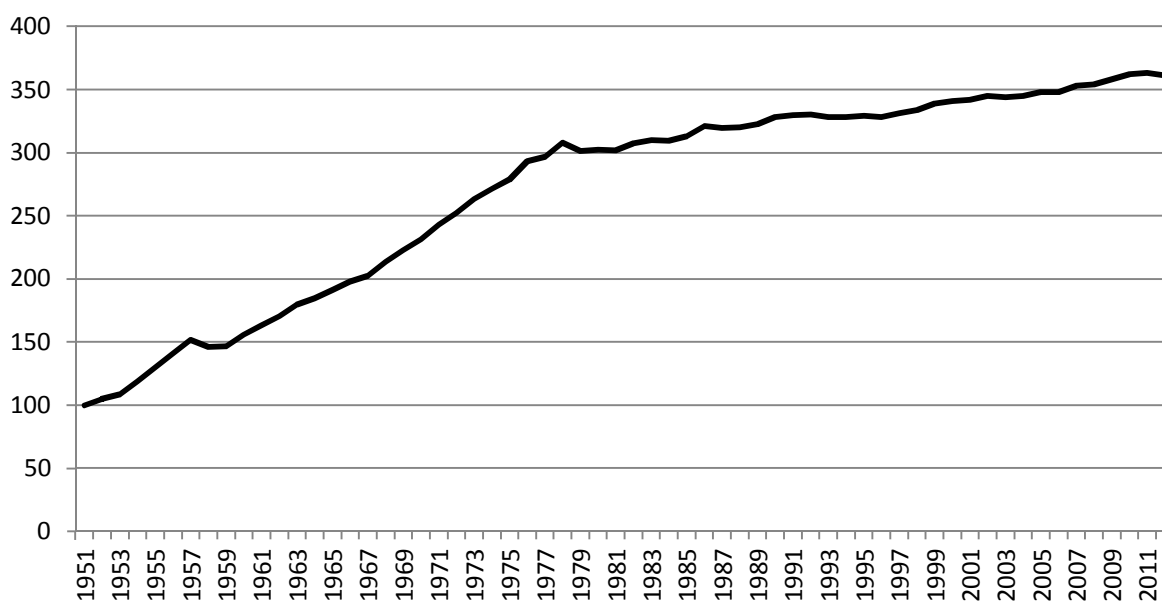
Première raison de notre sensation de pauvreté : nos besoins se sont énormément accrus.

Une deuxième raison, liée à la première, c'est qu'après s'être considérablement enrichies, nos sociétés se sont progressivement mises à stagner. Or, nous venons précisément de le voir, la sensation de richesse et de pauvreté ne résulte pas tant du niveau de richesse réelle que du sens de son évolution. Et c'est pourquoi, bien sûr, une *inversion* du sens de cette évolution peut faire particulièrement mal.

Cette inversion du sens, c'est exactement ce qui s'est produit, très progressivement, après une longue période de croissance de plus en plus faible, puis probablement de décroissance masquée par des effets statistiques divers.

Il n'est pas évident de le prouver, parce que le pouvoir s'est ingénié à dissimuler le problème, maquillant les chiffres de l'inflation, mettant en avant les revenus totaux et rendant difficile la détermination des revenus nets après dépenses contraintes. Mais on peut assez facilement deviner ce qui s'est réellement passé depuis quelques années, quand on regarde la courbe du salaire moyen en France.

Salaire moyen net indices base 100 en 1951 (en euros constants)



Source : INSEE

Si l'on en juge par cette courbe, les Français ont vu leur pouvoir d'achat croître régulièrement jusqu'à la fin des années 70 : il a triplé en l'espace d'une génération. A partir de 1978, cette tendance s'est cassée. La croissance du salaire moyen a continué, du moins si on en juge par les chiffres de l'INSEE, mais beaucoup plus lentement.

A partir de la crise de 2008, on a pu observer les signes annonciateurs d'une inversion pure et simple. Pour l'instant, cette inversion n'est pas constatée, du moins si on s'appuie sur les chiffres officiels. Mais étant donné l'impact de la bulle immobilière sur une grande partie de la population (les locataires, les emprunteurs), on peut considérer qu'en termes de revenu *disponible après dépenses contraintes*, la majorité a désormais clairement basculé dans la régression.

Une régression bien sûr assez modérée par rapport à ce qu'ont vécu par exemple les Grecs ou les Portugais, et une régression encore qui part d'un niveau élevé selon les normes en vigueur dans la plus grande partie du monde. Mais une régression qui fait forcément très mal à une population ayant en tête les mythiques années 70, leur consommation radieuse, leur inflation élevée facilitant l'accès à la propriété immobilière par les classes populaires, etc.

C'est cette courbe, aussi, qui explique une spécificité des luttes de classes telles qu'elles ont pris forme, désormais, en Europe occidentale, et particulièrement en France : elles recourent largement un conflit générationnel. Dans un système où sur le plan symbolique, l'appartenance à telle ou telle classe est de moins en moins manifestée par un rôle objectif dans la production et de plus en plus par un niveau de *pouvoir d'achat*, et où, par ailleurs, on assiste à une opposition entre des baby-boomers qui ont bénéficié de la période de forte croissance et leurs enfants entrés dans la vie active après le début de la stagnation, le conflit entre riches et pauvres a tendance à répliquer un face-à-face crispé entre vieux et jeunes.

D'ordinaire rejetée dans le préconscient collectif, la problématique a émergé récemment avec les « enfoirés » et leur chanson « Toute la vie » opposant l'argumentaire des baby-boomers aux récriminations des trentenaires. Il faut prêter attention à cet intersigne. Il annonce une des principales figures de la révolte dans les années qui viennent : la mise en accusation de la génération Cohn-Bendit, comme par hasard une tranche de la population majoritairement pro-euro, par ses enfants – lesquels forment, eux, une tranche de la population majoritairement anti-euro.

Deuxième raison de notre sensation de pauvreté : nous vivons une période de stagnation, voire de lente régression, faisant contraste avec une période d'expansion dont nous gardons collectivement la mémoire.

Facteur aggravant : tandis que nos rythmes de croissance ont régulièrement baissé ces dernières décennies, la répartition des revenus est progressivement redevenue plus inégalitaire. Le phénomène est évidemment beaucoup moins prononcé chez nous qu'Outre Atlantique. Mais il existe, comme l'ont bien montré les travaux de Camille Landais.

On doit citer ici son étude « Les hauts revenus en France », dans laquelle il a démontré l'explosion (relative) des inégalités, de 1998 à 2006. Sur cette période, Landais a démontré que le revenu *médian* avait crû de 4,29 %, alors que le revenu *moyen* avait crû de 5,90 %. En cause : la croissance très rapide des très hauts revenus : c'est eux qui ont « tiré » le revenu moyen, ce qui explique qu'il ait crû

beaucoup plus vite que le revenu médian. Le centile supérieur de la stratification des revenus, sur la même période, a par exemple vu ses revenus croître de 42,6 %.

D'une manière générale, la croissance des inégalités engendre un décalage entre la perception de la richesse globale et sa réalité. Il est en effet contre-intuitif que la majorité s'appauvrisse alors que la richesse totale augmente. C'est une des raisons pour lesquels une grande partie des gens pensent aujourd'hui que notre société devient plus pauvre, alors qu'en fait, elle continue à s'enrichir – beaucoup plus lentement que pendant les Trente Glorieuses, il est vrai.

Un bon exemple des mécanismes à l'origine du décalage entre perception de la réalité économique par la majorité et situation générale réelle est fourni par l'augmentation des loyers.

Avec la bulle immobilière, ils se sont envolés. Pour les locataires, c'est un appauvrissement manifeste en termes de revenu disponible après dépenses contraintes, donc ils ont tendance à penser que tout le monde s'appauvrit – par réflexe, nous projetons tous notre situation sur notre environnement.

Pour les propriétaires, c'est un enrichissement, mais comme la valeur des biens s'est envolée sur le marché, ils ne voient pas que le taux de rendement de leur bien, qui leur paraît normal eu égard à sa valeur de marché, correspond en fait à un loyer très élevé. Donc ils ne se rendent pas forcément compte qu'ils sont, d'une certaine manière, plus riches, puisque leurs revenus augmentent.

Pour l'économiste qui regarde l'opération dans son ensemble, il n'y a ni enrichissement, ni appauvrissement direct. Les locataires voient leur revenu réel disponible baisser, tandis que les propriétaires le voient monter. C'est un jeu à somme nulle : la majorité (les locataires) s'est appauvrie, mais si on regarde au pied de colonne, locataires et propriétaires confondus, il n'y a pas eu de variation du revenu global⁴.

Troisième raison de notre sensation de pauvreté : l'accroissement des inégalités fait que la majorité s'appauvrit même quand la collectivité s'enrichit.

Cette sensation générale d'appauvrissement est encore accentuée par des phénomènes plus diffus, où la psychologie joue un grand rôle.

C'est ici qu'il nous faut nous intéresser aux deux dernières catégories de biens que nous avons identifiées ci-dessus : les biens de production et les biens de consommation.

D'une certaine façon, un petit propriétaire terrien d'économie traditionnelle, dont le niveau de consommation était, comme nous l'avons vu, bien plus faible que celui d'un Français moyen contemporain, était cependant beaucoup plus riche que ce Français. C'est que :

- si en matière de biens de couverture des besoins de base, il lui était sensiblement inférieur ;
- si en matière de biens de couverture des besoins complémentaires, il lui était très inférieur ;
- en revanche, s'agissant des biens de production, il lui était très *supérieur*.

⁴ Evidemment, si on s'intéresse aux impacts indirects de la bulle immobilière, via l'effet de richesse d'une part, la réduction de la propension à consommer d'autre part, le problème est tout à fait différent. Mais cette question est ici hors sujet : nous ne parlons que des impacts directs, et de leur perception par les acteurs.

Non seulement il détenait les biens de production nécessaires à l'exercice de son activité agricole, mais pour l'essentiel, il détenait même les biens de production de ces biens de production. Il fabriquait souvent lui-même ses outils, et pouvait entretenir en toute autonomie ses bâtiments. Comme il n'avait besoin de presque aucun matériel technique complexe, il était littéralement maître de l'intégralité des processus de production qu'il administrait.

Donc, *d'une certaine façon*, notre petit propriétaire terrien d'économie traditionnelle était plus riche que nous. Si on considère qu'en termes d'économie physique, le vrai détenteur du capital est celui qui détient les moyens de production des moyens de production, ce petit propriétaire terrien jouissait d'un statut plus enviable que le nôtre, nous qui généralement ne maîtrisons même pas les biens de production intermédiaires. D'où notre sensation de pauvreté : obscurément, nous avons conscience de la précarité de notre statut.

Quatrième raison de notre sensation de pauvreté : notre aliénation s'accroît avec la complexification et la virtualisation des processus économiques.

Cette sensation d'aliénation débouche sur une frustration qui ne concerne pas que les métiers jadis exercés avec davantage d'indépendance. Notre sensation d'appauvrissement a une racine psychologique encore plus profonde.

Même dans les sociétés *sauvagement* capitalistes du XIX^e siècle, la richesse des prolétaires existait : ils avaient la certitude d'avoir leur place dans le monde tout simplement parce qu'ils le *faisaient*. Ils le fabriquaient. Ils cultivaient les champs, ils faisaient fonctionner les machines, ils extrayaient le charbon.

C'est là une richesse immatérielle et non financière, mais bien réelle – une richesse psychologique, en quelque sorte. Elle ne s'oppose pas à la pauvreté stricto sensu, mais elle signifie que l'aliénation dans l'ordre social trouve un contrepoids dans une forme particulière de la possession de soi, à travers la dignité que l'on retire de son travail.

D'une certaine manière, le développement économique contemporain nous a tous appauvris sous cet angle. Sur le plan matériel, sans doute les gens d'aujourd'hui vivent-ils mieux que les pauvres d'hier, à de rares exceptions près. Mais sur le plan psychologique, il est également probable que nos contemporains souffrent davantage, parce qu'ils se sentent en quelque sorte injustifiés dans le monde où ils vivent : ils ne l'ont jamais possédé, ils ne le fabriquent plus, et bien souvent ils ne sont même plus nécessaires pour le faire fonctionner. Ils s'en sentent *exclus*.

C'est à mon avis ce qui explique que tant de gens ressentent aujourd'hui une pauvreté très relative bien plus cruellement que les prolétaires de jadis ne ressentaient leur pauvreté absolue. D'une certaine manière, nous nous sentons tous vides, comme dépossédés de nous-mêmes parce que coupés du monde, surnuméraires en quelque sorte.

Les couches moyennes peuvent compenser cette exclusion dans l'ordre de la production par leur intégration dans celui de la consommation : « je ne participe plus au cycle de l'échange en créant de la valeur, mais en en dissipant, donc j'ai ma place dans ce cycle ». Mais les pauvres, exclus de la production, le sont tout autant de la consommation ; ils n'ont donc plus *aucune* place dans le cycle de l'échange. Et pour l'être humain, animal social, intelligence communicationnelle, ne plus échanger, c'est être mort vivant.

Cinquième raison de notre sensation de pauvreté : pour des raisons psychologiques, notre aliénation croissante renforce notre sensation générale de frustration.

L'amère vérité

L'ensemble des facteurs que nous venons d'énoncer explique les réactions des auditeurs heurtés par mon discours. Je peux comprendre leur étonnement, et à la réflexion, il ne me surprend pas. J'aurais dû anticiper les objections qui m'ont été faites.

Cela étant, même si certaines vérités sont désagréables à entendre, il faut les faire entendre.

Actuellement, qui est vraiment pauvre dans un pays comme la France ?

Pour répondre à cette question, il faut sans doute affiner notre distinction entre pauvreté absolue et pauvreté relative.

Je pense qu'on peut distinguer :

- La *pauvreté de survie*, définie comme le revenu inférieur au seuil d'exigence physiologique minimale. Un pauvre de survie, c'est quelqu'un dont la précarité monétaire met la vie même en danger.
- La *pauvreté de vie décente*, définie comme le revenu inférieur au seuil d'exigence minimale *socioculturelle*. Un pauvre de vie décente, c'est quelqu'un dont la précarité monétaire met la dignité en péril, et qui doit généralement subir un inconfort physique significatif au regard de ce que ses contemporains appellent le « confort ».
- la *pauvreté de vie normale*, en fait le risque de précarité, tel qu'on l'évalue selon les normes socioculturelles du pays. Un pauvre de vie normale, c'est quelqu'un dont la précarité monétaire fait qu'il ne peut pas mener une vie jugée « normale » dans son pays.

Un examen des réalités sociologiques françaises contemporaines montre que :

- La pauvreté de survie est réapparue en France depuis les années 80 après avoir brièvement disparu dans les années 60-70, mais elle reste, Dieu soit loué, marginale. En gros, cela concerne les gens qui sont sans domicile fixe et désocialisés. Le nombre de personne structurellement sans abri a pu être estimé l'hiver dernier entre 140 000 et 200 000. C'est un indicateur de la proportion de la population qui est vraiment confrontée à la pauvreté de survie : environ 0,25 % des habitants du pays. Fait préoccupant, on estime que cette population en danger augmente actuellement de 15 % par an environ.
- La pauvreté de vie décente est un phénomène, en France, beaucoup plus massif. 3,6 millions de personnes vivent dans des conditions d'hébergement indignes ou malsaines. C'est un bon indicateur, car en général, quand les gens sont confrontés à la pauvreté de vie décente, ils se concentrent sur les biens de base : logement et alimentation. Il est difficile de savoir quelle proportion de Français rogne sur le budget alimentation. Il n'est pas si facile que cela de fixer un seuil en termes de niveau de

revenu, parce que par exemple, un smicard locataire en région parisienne est objectivement plus pauvre qu'un RMIste hébergé gratuitement chez ses parents en province. Mais on suit facilement les problèmes de logement : 3,6 millions de Français mal logés, c'est environ 5,25 % de la population. C'est évidemment beaucoup trop, mais il faut se souvenir que lorsque l'abbé Pierre a lancé son appel célèbre en 1954, leur nombre correspondait à la moitié environ de la population française. Cela donne une idée de ce que fut la pauvreté de vie décente chez nous, par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui.

- La pauvreté de vie normale est sans doute assez bien mesurée par l'indicateur officiel INSEE : le taux de pauvreté relative. Nous l'avons déjà rencontré précédemment, il est utilisé dans beaucoup de pays. Il correspond à la fraction de la population qui vit avec moins de 60 % du salaire médian (ou moins de 50 %, ou moins de 70 %, les trois indicateurs existent). Si l'on admet le seuil le plus usité, 60 % du revenu médian, on aboutit à la conclusion qu'en France, 13,5 % des habitants sont en pauvreté relative.

Au final, on a donc : 0,25 % de la population en pauvreté de survie (estimation), 5,25 % en pauvreté de vie décente (estimation) et par déduction, 8 % de la population en pauvreté de vie normale. Et 86,5 % des habitants de la France ne sont pas pauvres.

C'est pourquoi j'ai dit, quand j'étais à Strasbourg, quelque chose qui a apparemment choqué certaines personnes :

Si on allait expliquer ce que sont les problèmes des Grecs dans les pays qui vivent encore à l'époque où il faut travailler une demi-heure pour avoir un œuf, dans certains pays très pauvres d'Afrique par exemple, les gens ne comprendraient pas. Ils diraient : « mais ce sont des problèmes de riches, ça ».

Eh bien je suis désolé que cela ait choqué des gens, mais c'est tout simplement vrai.

Il y a bien sûr en France, et a fortiori en Grèce, des gens qui ont des problèmes que les pauvres des pays pauvres reconnaîtraient comme des vrais problèmes. Les pauvres de survie, les pauvres de vie décente : ils ont des vrais problèmes, ces gens-là.

Pour les pauvres de vie normale, il est déjà moins certain que leurs problèmes seraient jugés sérieux au Nigéria ou au Bangladesh...

Quant aux 86,5 % de la population française qui ne sont pas en situation de pauvreté, même relative, ce sont des gens qui ne peuvent avoir que des problèmes de riches au regard des normes admises dans les pays pauvres. Et donc *collectivement*, si on s'intéresse à nos sociétés en tant que groupes, si on s'intéresse à la *masse principale* qui fait nos sociétés, nous n'avons pas de problèmes qui pourraient être considérés comme graves dans les pays pauvres.

C'est donc un fait : des sociétés où la pauvreté de survie ou de vie décente ne concerne plus que 5 % environ de la population, soit le cas de la plupart des sociétés européennes, ce sont des sociétés qui ont dans l'ensemble des *problèmes de riches*. Même la Grèce, qui a des problèmes beaucoup plus sérieux que la France, a au fond des *problèmes de riches*. Si vous allez dire à un Congolais ou à un Somalien qu'en Grèce, n'est-ce pas, c'est terrible, il y a de plus en plus de gens qui ne peuvent plus payer leur électricité, il est probable que votre interlocuteur aura du mal à ne pas éclater de rire.

On m'a reproché de cautionner l'instrumentalisation de ce fait par des gens comme Alain Minc ou Jacques Attali, au motif que j'ai mentionné cette réalité. Mais je ne cautionne rien du tout. Je fais un constat, c'est tout.

Collectivement, les Français peuvent se plaindre de beaucoup de choses. Ils peuvent dire qu'on pratique à leur encontre une forme étrange de génocide par substitution de population – c'est discutable, mais précisément, il faut en discuter. Ils peuvent dire qu'ils subissent une insécurité croissante – c'est vrai. Ils peuvent dire qu'ils sont parfois victimes de racisme, y compris de racisme antiblanc – c'est vrai, là encore. Ils peuvent, surtout, dire qu'ils vivent dans des sociétés absurdes, où ils se *sentent* pauvres – c'est vrai, nous avons vu pourquoi.

Mais ils ne peuvent pas dire qu'ils *sont* pauvres. Pour l'écrasante majorité d'entre eux, c'est tout simplement faux.

L'avantage d'être (relativement) riches

Si, dans ma conférence, j'ai souligné la richesse des pays développés, c'est parce que cet aspect des choses pourrait bien constituer un paramètre très important, dans notre avenir proche.

Au sein d'un monde occidental relativement riche, la France ne fait pas mauvaise figure. Le patrimoine par habitant des Français est un des plus élevés du monde. 5 % environ des Français sont millionnaires en dollars⁵, un des taux les plus élevés du monde. En termes de patrimoine médian, même si la mesure est toujours délicate, la France pointe systématiquement dans le tiercé de tête des grands pays. Le taux d'endettement des ménages est très raisonnable.

Conclusion : notre Etat est certes ruiné, mais pas nous, pas nos ménages. Il y a énormément de gens en France qui ont les réserves permettant de faire face à une période de vaches maigres.

Ce fait est d'une grande importance dans le contexte actuel.

J'ai décrit ce contexte dans la première partie de ma conférence à Strasbourg : c'est un contexte instable, géopolitiquement et économiquement. L'euro s'inscrit dans une architecture baroque, au croisement de l'impérialisme anglo-saxon et d'une vision allemande de la construction européenne. Il n'est pas certain du tout que les grands acteurs géopolitiques vont encore le maintenir bien longtemps. A tout moment, la zone euro peut exploser – et en outre il est certain que cela finira par se produire, de manière ordonnée espérons-le, parce que même si les grands acteurs décident de faire durer cette construction mal conçue, tout a une limite. On ne peut pas éternellement faire tenir debout un édifice qui penche de plus en plus.

A ce moment-là, quand l'euro craquera, à mon avis, une véritable rupture politique deviendra envisageable en France. Pour l'instant, ce n'est pas le cas, parce que même si tout le monde sait que l'euro est mort, la perspective de son explosion est si réfrigérante, en particulier pour les classes qui

⁵ Lors de la conférence, j'ai parlé d'un Français sur cinq. C'était évidemment un lapsus. Le taux calculé par le Crédit Suisse s'établit à 4,75 % des Français adultes.

bénéficient de l'ordre actuel, que le paysage politique français est en quelque sorte congelé. Mais dès que l'euro aura explosé, la raspoutitsa politique suivra le dégel économique.

C'est là qu'il sera très important d'avoir en France une majorité de gens qui sont objectivement relativement aisés, qui ne sont pas surendettés... bref, qui sont suffisamment solides pour qu'on puisse leur demander de supporter temporairement le poids d'un grand désordre monétaire, probablement accompagné d'une baisse difficilement maîtrisable du franc restauré.

L'effet d'une dévaluation n'est en effet positif qu'après une période initiale de crise destructrice.

Lorsqu'une monnaie est dévaluée, dans un premier temps, le revenu par habitant décroît. C'est le premier effet, négatif, de toute dévaluation : les rentiers perdent une partie de leurs ressources, les importations coûtent plus cher, bref le pouvoir d'achat des ménages diminue. Puis, dans un second temps, la balance commerciale se rééquilibre et la monnaie avec. A ce moment-là, ou bien les exportations repartent, ou bien on a développé les productions locales qui peuvent se substituer aux importations – ou encore les deux phénomènes se conjuguent. Dès lors, le revenu par habitant se rétablit, puis, en général, il augmente assez significativement – du moins pour les catégories dont le pouvoir d'achat dépend avant tout des revenus du travail, devenu plus abondant.

L'Argentine post-2000 fournit un bon exemple de ce mécanisme : elle avait arrimé sa monnaie au dollar, ce qui est à peu près la situation des économies européennes arrimées à un euro géré comme l'était le Mark ; à partir de 1999, l'arrimage au dollar provoque une récession ; début 2002, l'Argentine désarrime sa monnaie, et fait défaut sur sa dette.

Résultat :

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux de croissance du PIB argentin	-1%	-4%	-11%	9%	9%	9%	8%

[Source : FMI]

Pour la France post-explosion de l'euro, le même mécanisme a toutes les chances de se produire. Dans un premier temps, un choc très rude : phase 1. Puis, dans un second temps, une phase d'expansion : phase 2. Au total, pour l'Argentine et en termes d'évolution cumulée : + 18 % sur le PIB entre 2000 et 2006, après avoir touché un plus bas à – 15 %.

C'est là que la relative richesse de notre pays constitue un atout majeur : nous avons théoriquement les « matelas de confort » qui permettent d'encaisser le choc initial sans trop de dommages. Le risque, en effet, c'est qu'une économie se disloque pendant la phase 1, et ne soit donc plus en état de profiter de son potentiel de croissance, une fois le moment venu d'enclencher la phase 2. Mais si nous nous organisons bien, nous avons tout à fait les moyens de maîtriser ce risque. Pour dire les choses simplement, les réserves accumulées par la fraction aisée de notre population sont amplement suffisantes, si on sait les mobiliser habilement, pour que la traversée de la phase 1 se déroule dans de bonnes conditions.

C'est par exemple ce que fit Antoine Pinay en 1958, à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle – dévaluation de 17 % et émission d'un emprunt public pour sortir en partie de la dépendance financière externe. La même opération *mutatis mutandis* n'est pas impossible, dans une France qui devrait faire face aux conséquences de l'explosion de l'euro.

Bien sûr, ce sera beaucoup plus difficile en 2017 ou en 2022 que cela ne le fut en 1958. La population est beaucoup moins unie, beaucoup moins homogène, et surtout, elle a complètement oublié ce que veut dire une vraie période de restriction – chose que les Français de 1958 savaient fort bien ; une raison pour laquelle Pinay put leur administrer sa purge sans problème, c'est que des gens qui avaient vécu l'Occupation étaient, sur le plan psychologique, structurés par un souvenir collectif inverse de celui qui nous structure aujourd'hui : ils avaient connu une époque de brutale rétraction du pouvoir d'achat sous le niveau considéré jusque-là comme normal.

Ou pour le dire de manière imagée : quand on a subi Laval 1935, Laval 1940 et la reconstruction à marche forcée, Pinay 1958, c'est du velours. Alors que quand on a été bercé toute sa vie dans le souvenir des mythiques années 70, Marine 2022 (par exemple), ça risque de piquer les yeux...

Mais on devrait pouvoir s'en sortir. A condition que notre classe moyenne revienne dans le réel et que nos contemporains cessent de se croire victimes d'un crime contre l'humanité quand ils ne peuvent pas se payer le dernier modèle de téléphone portable, nous avons tout à fait les moyens de faire l'essentiel : encaisser par exemple un - 15 % sur le PIB à l'occasion d'une explosion désordonnée de la zone euro, et cependant tendre un filet de sécurité protecteur sous les fractions les plus fragiles de la population, pour ensuite repartir dans de bonnes conditions, et reconstruire une nouvelle économie nationale plus solide, plus pérenne, plus *saine*.

Sous cet angle, nous sommes bien mieux lotis que l'Argentine de 2002. Ou que d'autres pays européens, déjà sur la corde raide, et demain peut-être confrontés au désordre économique induit par une explosion de l'euro en ordre dispersé. Ou même que les Etats-Unis, ce pays-phare, paraît-il, où pourtant le patrimoine médian est bien plus faible qu'en France...

Un internaute m'a écrit pour me demander d'expliquer ce qu'il pensait être une contradiction :

- J'ai affirmé, il y a quelques années, lors d'une conférence prononcée dans les locaux de l'Action Française, que le choix pour la France se trouverait en fins de compte entre la Grèce et l'Argentine,
- J'aurais dit, à présent, selon cet internaute, qu'on peut être « optimiste » pour la France.

Je lui réponds : je suis relativement optimiste *pour une France confrontée à la situation de l'Argentine*. Je pense que nous ferions une Argentine très convenable.

Michel Drac, le 4 mars 2015

Bibliographie

L'Expansion, Deux siècles de révolution industrielle

[<http://www.amazon.fr/Deux-si%C3%A8cles-r%C3%A9volution-industrielle-LExpansion/dp/B007ZUHLHS>]

Thilo Sarrazin, L'Allemagne disparaît

[http://www.amazon.fr/LAllemagne-disparait-Thilo-Sarrazin/dp/281000529X/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1425465612&sr=1-1&keywords=l%27Allemagne+disparait]

Henry David Thoreau, Walden ou la vie dans les bois

[http://www.amazon.fr/Walden-ou-vie-dans-bois/dp/2070715213/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1425465645&sr=1-1&keywords=walden+ou+la+vie+dans+les+bois]

Thorstein Veblen, Théorie de la classe de loisir

[http://www.amazon.fr/Th%C3%A9orie-classe-loisir-Thorstein-Veblen/dp/2070299287/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1425465563&sr=1-1&keywords=th%C3%A9orie+de+la+classe+de+loisir]

Camille Landais, Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ?

[<http://www.inegalites.fr/IMG/pdf/hautsrevenuslandais.pdf>]

Fondation Abbé Pierre, 20e rapport sur « L'État du mal-logement en France »

[<http://www.fondation-abbe-pierre.fr/20e-reml>]